

plus d'importance pour le maintien de la paix dans le monde et l'endigement des régimes totalitaires.

Je parlerai ce soir de notre programme d'aide extérieure, laissant de côté, du moins au début, l'aspect humanitaire et moral, auquel nous songeons sans doute en premier lieu, pour mettre l'accent sur l'aspect économique et matériel. En fait, il est regrettable, selon moi, que la plupart des appels d'aide extérieure faits auprès du public aient été centrés sur l'aspect moral et humanitaire. C'est le ministre des Finances (M. Sharp), je crois, qui a déclaré, par exemple, à la onzième conférence d'hiver de l'Institut canadien des affaires publiques, que l'aide extérieure ne devait pas, selon lui, être le moindre envisagée du point de vue du commerce mais bien—et il a insisté là-dessus—du point de vue moral et humanitaire.

Je trouve cela regrettable, non pas du fait qu'il s'agisse d'une question morale et humanitaire, mais parce que, du moment que l'aide est envisagée sous cet aspect, il y a de fortes chances qu'elle se transforme en charité et en philanthropie; malheureusement, la plupart des gens considèrent les œuvres charitables et philanthropiques comme un moyen de calmer leur conscience sans trop se déranger et ne leur accordent qu'une importance de second plan. En outre, les gens ont de ce fait une conception erronée de la chose.

Je suis persuadé que tous les députés ont reçu, comme moi, des lettres de gens qui protestent contre les dépenses du Canada en matière d'aide extérieure, sous prétexte qu'il y a bien des choses à accomplir au pays et que nous devrions nous occuper de nos compatriotes. Les auteurs de ces lettres ne sont pas très au courant de la marche d'une économie industrielle moderne. Je suppose qu'en lisant des articles au sujet du programme d'aide extérieure du Canada et qu'en apprenant que nous versons un million de dollars à un pays quelconque, ils s'imaginent que nous lui envoyons une liasse d'un million de billets d'un dollar. Il ne leur vient pas à l'idée que cette aide se présente sous la forme de biens et de services produits par les Canadiens et dont les Canadiens tirent leur subsistance.

J'ai lu aujourd'hui dans le rapport du Conseil des échanges commerciaux entre le Canada et le Japon que, d'après le Conseil, le nombre de personnes employées pour produire les exportations du Canada au Japon en 1963 s'élevait à 63,640. De même, le *Financial Post* du 20 mars 1965 publiait un article sur les crédits bilatéraux à l'exportation du Canada, intitulé:

Une locomotive exportée représente des emplois et un revenu pour 300 entreprises.

[M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles.)]

On voulait parler sans doute des locomotives à vapeur qui ne servent presque plus au Canada, mais pour lesquelles il existe des débouchés dans certaines parties moins évoluées du monde. De même, il existe dans certains pays sous-développés un marché pour nombre d'autres produits qui pourraient être fabriqués au Canada, fournissant ainsi de l'emploi aux Canadiens, par exemple, des machines agricoles plus simples et moins compliquées pour les pays encore incapables d'utiliser les machines agricoles plus perfectionnées en usage au Canada.

Nous devons faire comprendre à la population qu'il est avantageux pour nous, d'une façon strictement intéressée, d'accroître notre programme d'aide extérieure; qu'il influera profondément sur l'économie canadienne, tout en aidant certains pays sous-développés à surmonter leurs difficultés.

J'aimerais parler de notre aide extérieure parce que, me semble-t-il, nous ne faisons pas toute notre part dans ce domaine et nous ne profitons pas de toutes les occasions qui s'offrent à nous. Notre aide aux pays étrangers revêt plusieurs formes: octrois directs de capitaux ou d'outillage, d'aliments ou d'autres produits; assistance technique; crédits selon des conditions strictement commerciales—remboursement du capital et intérêt payable aux taux courants. Puis, en 1964, nous avons inauguré un autre programme qui est tout à l'honneur du gouvernement. C'est le programme des prêts non remboursables en monnaie ferme, des prêts sans intérêt dont le remboursement est échelonné sur une longue période et qui sont presque des octrois purs et simples.

Mais l'ensemble de toute notre aide extérieure, sous tous ses aspects, avec tous les articles qu'on peut y inclure, s'élève à quelque 226 millions de dollars par année. Je me souviens d'avoir lu dans les journaux que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait un discours dans lequel il se disait d'avis que l'aide extérieure du Canada devrait être portée au niveau recommandé par les Nations Unies, soit à 1 p. 100 du produit national brut, c'est-à-dire, à ce moment-là, à près de 400 millions de dollars. Je me souviens aussi qu'il a dit: «Ce n'est que mon opinion et, étant membre du gouvernement, je n'ai pas d'opinion». C'était donc très imprécis comme projet, mais j'espère que le ministre a encore son opinion et qu'il essaiera de la faire partager par ses collègues du cabinet afin de